

Les observateurs militaires de la MINURSO (dont 29 officiels des forces armées américaines) . . .

et encore plus de Canadiens,

. . . ont été contraints de vivre dans des conditions inutilement difficiles—voyant même parfois leur vie exposée. Dans leurs lieux d'affectation, les soldats ne disposent pas de suffisamment de nourriture, de carburant, de logement décents et d'approvisionnements pour remplir leur mission. Les militaires attribuent leurs difficultés actuelles à l'intransigeance des Marocains et à l'indécision des Nations Unies.

Je crois, honorables sénateurs, qu'il n'est pas particulièrement utile d'interroger le ministre davantage quoique je reste convaincu qu'il a fait de son mieux pour trouver les réponses et je ne lui en tiens pas rigueur. Cependant, j'imagine que quelqu'un ne lui donne pas des comptes rendus fidèles sur la situation de nos forces de maintien de la paix au Sahara occidental, sur les efforts déployés pour mettre en œuvre le plan de paix des Nations Unies et sur la tenue du référendum promis depuis 16 ans.

Je demande au ministre ce qu'il a l'intention de faire pour s'assurer que les personnes qui préparent les réponses aux questions lui fournissent des données plus exactes? Nous avons déjà déterminé que la Presse canadienne n'a pas l'intention de s'occuper de cette affaire et que, apparemment, nous n'obtenons pas d'information. Les responsables de nos militaires doivent savoir à qui s'en tenir sur la situation car, après tout, le contingent canadien est plus important que le contingent américain; pourtant le comité du Sénat des États-Unis a obtenu ce rapport en janvier dernier tandis qu'au même moment, le ministre me donnait des réponses qui ne faisaient état d'aucune des difficultés mentionnées.

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, il va sans dire que je ne peux commenter ainsi, à brûle-pourpoint, le rapport du comité sénatorial américain à ce sujet. Ce n'est un secret pour personne toutefois que le processus qui devait idéalement mener à un référendum mène pour le moment, je n'oserais pas dire nulle part, mais plutôt qu'il se déroule très très lentement.

Je sais que certains rapports, niés par les Nations Unies, ont fait état d'irrégularités dans l'administration civile. L'un des représentants spéciaux du Secrétaire-Général et le chef de mission ont démissionné il y a environ deux mois et, selon le dernier rapport que j'ai reçu, les Nations Unies ont nommé un chef de mission intérimaire et cherchent un chef permanent.

On m'a dit que le Secrétaire-Général a indiqué, aussi récemment que le 3 mars, que les Nations Unies multipliaient les efforts en vue de résoudre les problèmes en cours et qu'on croyait pouvoir y arriver en juin dans le cadre du plan de paix actuel.

Je ne peux en dire plus aujourd'hui. Toutefois, j'étudierai la question présentée par le sénateur et je demanderai à ma collègue, M^{me} McDougall de l'examiner aussi et de voir s'il est possible qu'un rapport plus complet à ce sujet soit présenté au Sénat dans un bref délai.

Le sénateur Marsden: Honorables sénateurs, je me demande si le leader du gouvernement au Sénat pourrait chercher à savoir si n^{os} 36 militaires mentionnés dans la réponse qu'il m'adressait le 13 février vivent effectivement dans des condi-

tions dangereuses sur le terrain. Il me semble que le Parlement du Canada devrait connaître ce genre d'information qui est très révélatrice.

Le sénateur Murray: Très révélatrice, peut-être, mais sans vouloir vous offenser, je dirais qu'il ne s'agit pas d'une information entièrement surprenante compte tenu de la situation qui règne dans cette partie du monde. Néanmoins, je m'en occupe.

● (1500)

LE SÉNAT

LE RETARD DANS LA PARUTION DES DÉBATS

L'honorable Gildas L. Molgat (chef adjoint de l'opposition): Honorables sénateurs, la question que je pose au leader du gouvernement porte sur les *Débats du Sénat*. Nous n'avons pas encore reçu les *Débats du Sénat* d'hier, et je crois savoir que nous ne les aurons pas avant demain. C'est une chose qui arrive maintes et maintes fois.

Peut-on savoir d'où vient ce problème et ce qu'on peut faire à ce sujet? Quelle mesure le Sénat pourrait-il prendre pour voir à ce que cela ne se produise pas trop souvent?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Eh bien, honorables sénateurs, j'abonde dans le sens de mon honorable collègue pour dire que cet état de choses est extrêmement désagréable pour tout le monde. J'ignore la source du problème. Cette question a été soulevée il y a quelques semaines et le Président a déposé un rapport à ce sujet au nom de l'administration. Je propose que l'on demande au Comité de la régie interne, qui doit se réunir demain matin, de se pencher sur cette question pour voir si nous ne pourrions pas nous adresser ailleurs s'il est impossible d'obtenir un service satisfaisant de ce qu'on appelait autrefois l'Imprimeur de la Reine et qui s'appelle maintenant ministère des Approvisionnements et Services.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LA TROISIÈME CONFÉRENCE SUR LE DROIT DE LA MER—LA RATIFICATION DU TRAITÉ—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'honorable Colin Kenny: Honorables sénateurs, j'aimerais attirer votre attention sur une situation qui va à l'encontre des aspirations du Canada qui aimerait prendre l'avant-garde du monde en matière d'environnement. Je veux parler de la troisième Conférence sur le droit de la mer et du traité international qui fut négocié en 1982 et qui devait être ratifié et signé par des pays du monde entier. À l'heure actuelle sur 119 pays, 53 seulement ont ratifié ce traité qui doit être par 60 pays pour prendre effet.

Honorables sénateurs, le Canada n'a pas ratifié ce traité, ce qui est d'autant plus étonnant que jusqu'en 1982, le Canada occupait l'avant-scène des négociations.

Ma question au leader du gouvernement est la suivante: Quand le Canada a-t-il l'intention de ratifier cette convention?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, je ne connais pas la réponse à cette question. Je vais devoir demander à ma collègue, la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, de me faire un rapport sur cette question.